

Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2012



Nous vous présentons notre rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2012, établi conformément aux dispositions des articles L 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du Règlement Général de l'AMF.

Il sera notamment disponible sur le site de notre société www.groupemedica.com.

SOMMAIRE

1. Rapport Semestriel d'activité 2012	3
1. Activité du Groupe MEDICA au cours du 1 ^{er} semestre 2012	4
2. Comptes consolidés	10
3. Evènements importants survenus depuis le 1 ^{er} Juillet 2012	15
4. Principaux facteurs de risques	15
5. Principales transactions entre parties liées	15
2. Etats financiers semestriels consolidés condensés au 30 Juin 2012	16
1. Compte de résultat consolidé	17
2. Tableau de l'état du résultat global	18
3. Etat de situation financière	19
4. Tableau consolidé des flux de trésorerie	21
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	23
6. Notes annexes aux états financiers consolidés condensés	24
3. Rapport des Commissaires aux Comptes	55
4. Attestation des responsables	58

1

Rapport Semestriel d'Activité 2012

SOMMAIRE

1. ACTIVITE DU GROUPE MEDICA AU COURS DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2012	4
2. COMPTES CONSOLIDES	10
3. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1 ^{ER} JUILLET 2012	15
4. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES	15
5. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES	15

1. ACTIVITE DU GROUPE MEDICA AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2012

1.1. PRINCIPAUX INDICATEURS SUR LA PERIODE 1ER JANVIER 2012 – 30 JUIN 2012

Le groupe MEDICA, acteur de référence de la prise en charge de la dépendance pérenne ou temporaire a enregistré dans les deux secteurs d'activité, une solide progression de son activité au 1^{er} semestre 2012 avec un chiffre d'affaires en hausse de 16,1 % et une croissance organique soutenue à 9,8 %.

Au cours du 1^{er} semestre 2012, sur le réservoir de croissance organique de 3 122 lits identifiés au 1^{er} janvier 2012, 606 ont été intégrés et sont en phase de montée en charge et 249 lits restructurés ont été livrés.

Ainsi, au 30 juin 2012, MEDICA exploite un portefeuille de 16 215 lits répartis sur 213 établissements:

- EHPAD - France : 11 493 lits et 148 établissements
- Sanitaire - France : 2 617 lits et 38 établissements
- Italie : 2 105 lits et 27 établissements

	2012 (30 juin)	2011 (31 décembre)
Nombre d'établissements	213	201
Nombre de lits		
EHPAD France	11 493	10 767
Sanitaire France	2 617	2 523
Italie	2 105	2 105
TOTAL	16 215	15 395
Taux d'occupation¹	96,5%	96,9%

Au 30 juin 2012, le taux d'occupation des établissements est resté globalement stable au niveau élevé de 96,5% traduisant la capacité des équipes de MEDICA à déployer une politique commerciale efficace sur les établissements récemment ouverts ou acquis.

1 Le taux occupation se définit comme le rapport entre le nombre de journées facturées et le nombre de journées facturables pour les établissements ouverts depuis plus de 12 mois

1.2. FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2012

1.2.1. ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 26 JUIN 2012

- **MODIFICATION DANS LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de MEDICA s'est réunie le 26 juin 2012 sous la présidence de Jacques Baillet. Les actionnaires ont approuvé l'ensemble des résolutions qui lui étaient présentées, avec notamment la nomination, en qualité d'administrateur de la société MAAF Assurances S.A. représentée par Sophie Beuvaden et de la société PREDICA S.A. représentée par Françoise Debrus. L'Assemblée Générale a par ailleurs ratifié la cooptation en qualité d'administrateur de Madame Anne Lalou.

Le Conseil d'administration de MEDICA comprend désormais 9 administrateurs et se compose comme suit :

Nom	Fonction	Date de nomination	Date d'expiration du mandat
Monsieur Jacques Baillet	Président	9/11/2009	
Madame Catherine Soubie	Administrateur indépendant	12/02/2010	A l'issue de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012
Monsieur Gilles Cojan	Administrateur indépendant	12/02/2010	
Monsieur Guy de Panafieu	Administrateur indépendant	12/02/2010	
Madame Anne Lalou	Administrateur indépendant	26/03/2012	
GMF VIE dont le représentant permanent est Monsieur Lionel Calvez	Administrateur	7/06/2011	A l'issue de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013
MONROE S.A. dont le représentant permanent est Monsieur Charles Ruggieri	Administrateur	7/06/2011	
MAAF Assurances S.A. dont le représentant permanent est Sophie Beuvaden	Administrateur	26/06/2012	A l'issue de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014
PREDICA S.A. dont le représentant permanent est Françoise Debrus	Administrateur	26/06/2012	

- DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Le 26 juin 2012, l'assemblée générale mixte des actionnaires de MEDICA, réunie à Paris, a approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2011 et a décidé la mise en distribution d'une somme d'un montant de 0,26 euro par action. La mise en paiement est intervenue le 4 juillet 2012 pour un montant de 12 455 088,62 euros, dont 43 045,86 euros correspondant aux actions détenues en propres à la date de mise en paiement, ont été affectées au compte « report à nouveau ».

- RENOUELEMENT DES AUTORISATIONS FINANCIERES

Lors de cette Assemblée Générale, il a également été renouvelé les délégations et autorisations financières suivantes :

Résolution	Objet de la résolution	Montant maximal	Durée de l'autorisation (à compter du 26 juin 2012)
8e	Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10 % capital social de la Société au moment du rachat Prix maximum de rachat : 30 euros Montant maximum de rachat : 143 712 540 euros	18 mois
9e	Autorisation de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre	10 % du montant du capital social existant à la date de l'annulation	18 mois
10e	Augmentation de capital avec maintien du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement et/ou à terme au capital de la Société	9,3 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titres de créances) à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution	26 mois
11e	Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise	3,7 millions d'euros à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution	26 mois
12e	Augmentation de capital avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances par voie d'offre au public	2,8 millions d'euros (actions)/300 millions d'euros (titre de créance) à imputer sur le plafond minimal global de la 21e résolution	26 mois
13e	Augmentation de capital avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital par placement privé	2,8 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titre de créance) à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution et dans la limite de 20 % du capital social par an ou tout autre pourcentage maximum qui pourrait être prévu par la loi	26 mois

14e	Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	100 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution	26 mois
15e	Augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer les apports en nature consentis à la Société, sans DPS	10 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution	26 mois
16e	Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires	15 % de chaque émission dans la limite du plafond nominal global de la 21e résolution	26 mois
17e	Autorisation d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d'OPE initiée par la société sur les titres d'une autre société avec suppression du DPS	2,8 millions d'euros à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution	26 mois
18e	Autorisation d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en fixant librement le prix d'émission sans DPS	10 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution	26 mois
19e	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du groupe ou de certains d'entre eux	0,5 % du capital social	38 mois
20e	Délégation de compétence au Conseil d'administration d'émettre des bons de souscription d'actions (« BSA ») ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« BSAAR ») au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	200 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 21e résolution Prix minimum : 110 % de la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société pour les 20 séances de bourse précédant la date à laquelle auront été arrêtés l'ensemble des termes et conditions des BSA/BSAAR et les modalités de leur émission	18 mois
21e	Plafond nominal global	9,3 millions d'euros pour les augmentations de capital 300 millions d'euros pour les titres de créances	26 mois

1.2.2. AUTRES COMMUNICATIONS REALISEES PAR LA SOCIETE AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2012

- **MEDICA, lauréat 2012 du Trophée Européen de la réduction des déchets à l'échelon français et européen**

La 3ème édition du Trophée Européen de la réduction des déchets co-organisée par l'ADEME, a distingué le 19 juin dernier, le groupe MEDICA pour ses actions de sensibilisation mises en œuvre durant la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) en novembre 2011.

Parmi les 7035 dossiers européens prétendants à l'élection du plus beau projet, six trophées ont été remis au total lors de la cérémonie qui se tenait à Paris : un pour chacune des cinq catégories de porteurs de projets (Administration/autorité publique, Associations/ONG, Entreprises/industrie, Etablissement d'enseignement, Autres), ainsi qu'un prix spécial du jury.

MEDICA a remporté le trophée dans la catégorie "Autres" à l'issue d'une sélection par un jury indépendant. Composé de spécialistes européens notamment de la gestion des déchets, ce jury avait retenu 10 actions dans cette catégorie, puis sélectionné 3 finalistes avant de choisir MEDICA comme unique lauréat.

Ce trophée récompense les actions remarquables déployées par les équipes des établissements du Groupe MEDICA au niveau local, durant la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets.

MEDICA étant le seul porteur de projet français à être lauréat il remporte deux diplômes : l'un au niveau français l'autre au niveau européen, représentant ainsi la France en matière d'initiative de sensibilisation sur la prévention des déchets.

- **MEDICA s'associe à Sciences Po pour former ses managers à la gestion de la diversité culturelle**

MEDICA s'est associé à Sciences Po, pour former ses managers à une gestion des ressources humaines en association avec les principes de non-discrimination et de diversité (recrutement, formation, gestion des carrières, communication).

Ce partenariat a pour objectif de renforcer au sein de MEDICA, une culture managériale attentive aux différences en lien avec l'une des grandes valeurs fondatrices du groupe : le respect. Respect et bonne compréhension des collaborateurs, des résidents et des patients de MEDICA qui viennent d'horizons culturels de plus en plus variés de par leurs âges, leurs origines, leurs trajectoires professionnelles...à l'image de notre société de plus en plus diversifiée.

Des convictions communes sur la diversité

Sciences Po est reconnu pour son action déterminée depuis dix ans en faveur de la promotion de la diversité dans le monde étudiant. Par ailleurs, son cycle "Diversité et Management Interculturel", proposé dans le cadre de la formation continue, est dirigé par Philippe Pierre, considéré aujourd'hui comme l'un des meilleurs experts de la gestion de la diversité en France (plus d'une cinquantaine de publications scientifiques).

De son côté, MEDICA mène depuis plusieurs années une politique volontariste en matière de diversité. Le groupe a notamment signé des accords d'entreprise en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap et en faveur du maintien dans l'emploi des seniors.

Une formation alliant les apports théoriques et les cas pratiques

L'enjeu pour MEDICA est de partager avec les experts de la Diversité de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, une méthode de management directement exploitable sur le terrain et tenant compte du contexte spécifique des établissements du groupe (maisons de retraite et cliniques).

Résolument tournée vers l'opérationnel et les retours d'expérience, la formation dispensée aux managers de MEDICA sur deux jours par Sciences Po vise à : bâtir une grille diagnostic des réalités interculturelles au travail, renforcer la capacité à faire face aux risques de discrimination, travailler sur la bonne "posture" du manager en contexte multiculturel pour comprendre et valoriser les différences.

Seize sessions qui ont démarré en janvier dernier seront déployées sur l'ensemble de l'année 2012 afin de permettre à plus de 250 managers du groupe d'en bénéficier.

La création d'un Observatoire de la Diversité

De nouvelles actions issues des réflexions de l'Observatoire de la Diversité nouvellement créé au sein de MEDICA, seront menées tout au long de l'année 2012.

Avec cet Observatoire, MEDICA se dote aujourd'hui d'une structure spécifiquement dédiée à la promotion de la diversité. Véritable instance de réflexion prospective, l'un de ses objectifs est de veiller au respect des engagements pris dans le cadre des accords d'entreprise en lien avec la diversité, notamment le suivi des indicateurs.

- **MEDICA signe trois nouveaux partenariats avec des écoles et universités situées à proximité de ses EHPAD et de ses cliniques**

MEDICA renforce son maillage national de partenariats écoles et s'associe à l'ESCEM Paris-Tours-Poitiers, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, l'École Sécurité Environnement Qualité (ESEQ) de l'université de Montpellier 1, trois écoles de management de premier plan situées à proximité de ses établissements (maisons de retraite médicalisées et cliniques) des régions centre et grand sud.

Ces rapprochements, dans le sillage des précédents partenariats écoles conclus en 2010 et en 2011, visent à favoriser la formation pratique et l'insertion professionnelle des futurs diplômés Master 2 Santé/Qualité, amenés à exercer des fonctions de cadres de direction au sein des structures sanitaires et EHPAD. Les partenariats impliqueront un engagement de MEDICA dans l'accompagnement pédagogique des étudiants des trois écoles, via l'intervention de cadres du groupe sur des journées de formation, des cas pratiques, des ateliers d'experts ou encore les forums écoles annuels.

Les établissements du groupe MEDICA sont des lieux de vie inscrits dans la vie locale. Au même titre, MEDICA privilégie dans sa politique de partenariats écoles, une forte proximité géographique avec ses établissements, facilitant ainsi le développement des échanges, notamment l'accueil en stage des étudiants et par la suite le recrutement de futurs managers qui auront appréhendé la culture du groupe et ses valeurs fondatrices : la bienveillance, l'engagement, le respect et la transparence.

Avec ces trois nouveaux partenariats, MEDICA dispose aujourd'hui d'un réseau solide de partenariats avec huit écoles de commerce et universités d'excellence sur l'ensemble du territoire national. Ce réseau constitue pour le groupe un véritable vivier de compétences dans un contexte soutenu de concurrence pour attirer les talents de demain.

2. COMPTES CONSOLIDÉS

2.1. COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

En millions d'euros	Période de 6 mois		
	30.06.2012	30.06.2011	Variation
Chiffre d'affaires	349,0	300,7	16,1%
Achats consommés	(18,1)	(13,7)	32,2%
Charges externes (hors locations immobilières)	(62,7)	(57,0)	10,0%
Impôts et taxes	(17,0)	(15,5)	9,4%
Charges de personnel	(160,2)	(136,9)	17,0%
Autres charges d'exploitation	(0,8)	(0,5)	na
Autres produits d'exploitation	1,0	1,1	(8,1%)
RBE hors immobilier	91,3	78,2	16,7%
Locations immobilières	(34,7)	(28,7)	20,9%
Excédent Brut d'Exploitation	56,6	49,5	14,3%
Dotation aux amortissements	(13,4)	(12,0)	12,3%
Dotation aux dépréciations et provisions	1,3	0,3	na
Résultat opérationnel courant	44,4	37,8	17,5%
Autres charges opérationnelles	(33,5)	(41,2)	(18,6%)
Autres produits opérationnels	38,6	44,7	(13,6%)
Résultat opérationnel non courant	5,1	3,5	47,1%
Résultat opérationnel	49,6	41,3	20,0%
Charges financières	(9,9)	(10,8)	(8,0%)
Produits financiers	0,4	0,2	na
Résultat financier	(9,5)	(10,6)	(10,6%)
Résultat avant impôt	40,1	30,7	30,6%
Charge ou produit d'impôt	(16,0)	(9,6)	66,4%
Taux d'impôt	39,97%	31,37%	27,4%
Résultat après impôt	24,1	21,1	14,2%
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,07	(0,2)	na
Résultat net total	24,1	20,9	15,6%
Part du groupe	24,2	20,7	16,9%
Part des minoritaires	(0,02)	0,2	na

2.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 1er semestre 2012, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MEDICA s'établit à **349,0 millions d'euros, en hausse de 16,1% par rapport au 1er semestre 2011**. Sur cette période la croissance organique s'inscrit à 9,8%, en nette progression par rapport au 1er semestre 2011 où elle s'élevait à 6,8%.

CHIFFRE D'AFFAIRES	2012	2011	Variation	Croissance
PAR SECTEUR - M€	(6 mois)	(6 mois)	Totale	Organique
EHPAD France	221,0	182,8		
% CA	63,3%	60,8%	+20,9%	+11,3%
Sanitaire France	89,5	79,8		
% CA	25,6%	26,5%	+12,2%	+11,2%
Italie	38,4	38,1		
% CA	11,0%	12,7%	+0,9%	-0,3%
TOTAL	349,0	300,7	+16,1%	+9,8%

Au cours des 6 premiers mois de l'année 2012, en France, le secteur EHPAD comme le secteur Sanitaire affichent une solide progression, l'activité italienne étant éte.

- Le chiffre d'affaires du **secteur EHPAD France** enregistre une progression de près de 21% par rapport au 1er semestre 2011 et s'établit à 221,0 millions d'euros. Cette forte augmentation s'explique par la consolidation des établissements acquis au cours des 12 derniers mois et par une solide croissance organique (11,3%) provenant notamment de la montée en charge des établissements ouverts en 2011 ainsi que de l'impact de la revalorisation des tarifs. Au cours du semestre, MEDICA a acquis 2 établissements regroupant 120 lits et a procédé à l'ouverture d'environ 600 lits.
- Le chiffre d'affaires du **secteur Sanitaire France** s'établit à 89,5 millions d'euros contre 79,8 millions d'euros au 1er semestre 2011, en hausse de 12,2 % dont 11,2% de croissance organique. Cette bonne performance résulte à la fois du niveau élevé d'activité enregistré sur la période par le secteur, de l'effet prix lié à la spécialisation des établissements et d'une offre plus large de services annexes. Au cours des 6 premiers mois de l'année, MEDICA a procédé à l'acquisition d'un établissement de 94 lits.
- L'activité du **secteur Italie** s'établit à 38,4 millions d'euros soit à un niveau équivalent à celui du 1er semestre 2011. Dans ce pays, qui représente 11% du total de l'activité du groupe, le périmètre n'a pas varié au cours des 6 premiers mois.

2.3. EBITDAR (EBITDA HORS IMMOBILIER OU RBE HORS IMMOBILIER)

L'**EBITDAR** s'établit à 91,3 millions d'euros pour les 6 premiers mois de l'exercice 2012, en progression de 16,7% par rapport à la même période de 2011. Il représente 26,2% du chiffre d'affaires, contre 26% au 1er semestre 2011.

Par secteur, l'EBITDAR évolue comme suit :

En millions d'euros		Période de 6 mois		
		30/06/2012	30/06/2011	Variation
EBITDAR				
Ehpad		56,8	47,0	20,9%
	<i>En % du CA du secteur</i>	25,7%	25,7%	
Sanitaire		25,0	21,8	15,0%
	<i>En % du CA du secteur</i>	28,0%	27,3%	
Italie		9,4	9,5	-0,4%
	<i>En % du CA du secteur</i>	24,5%	24,9%	
Total du RBE hors Immobilier		91,3	78,2	16,7%
	<i>En % du CA Total</i>	26,2%	26,0%	

Le **RBE hors immobilier du secteur Sanitaire** est en forte progression de 15,0 % à 25,0 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 21,8 millions au 30 juin 2011 en raison de la progression de 12,2% du chiffre d'affaires et d'un accroissement de la marge de RBE hors immobilier qui s'établit à 28,0 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2012 contre 27,3% au 30 juin 2011. Cette amélioration des marges dans le secteur sanitaire démontre la pertinence de la stratégie de développement de MEDICA dans ce secteur avec la réalisation de restructurations et spécialisations d'établissements engagées depuis plusieurs années (249 lits livrés sur le 1^{er} semestre 2012).

Le **RBE hors immobilier du secteur EHPAD France** a augmenté de 20,9% passant à 56,8 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 47,0 millions au 30 juin 2011.

La rentabilité du secteur EHPAD France est maintenue au niveau de l'exercice précédent et ce malgré l'intégration de 606 lits en création sur le 1^{er} semestre 2012.

Le **RBE hors immobilier du secteur Italie** est en légère diminution de -0,4%. passant de 24,9% du chiffre d'affaires au 30 juin 2011 à 24,5 % au 30 juin 2012.

2.4. EBITDA (OU EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION) ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

L'excédent brut d'exploitation au 30 juin 2012 est de 56,6 millions d'euros contre 49,5 millions d'euros au 30 juin 2011. Cette progression de plus de 14 % provient de l'accroissement du RBE hors immobilier qui augmente de près de 17% sur la période. En pourcentage du chiffre d'affaires, le RBE hors immobilier représente 26,2% du chiffre d'affaires contre 26,0% au 30 juin 2011.

Sur la période, les charges de personnel ont augmenté de 17% et représentent 45,9% du chiffre d'affaires du groupe au 30 juin 2012 contre 45,5% au 30 juin 2011. Par conséquent, la part des charges de personnel dans le chiffre d'affaires reste globalement stable alors même que le groupe a intégré plus de 800 lits sur les six premiers mois de l'exercice, démontrant la capacité du groupe à maîtriser parfaitement l'organisation des équipes.

En ce qui concerne les charges externes (hors charges locatives), grâce à un strict contrôle des coûts, elles ont connu une baisse relative au regard du chiffre d'affaires consolidé passant de 19,0% à 18,0% du chiffre d'affaires au 30 juin 2012.

Le troisième poste de charges du groupe, à savoir les charges locatives, a progressé de 28,7 millions d'euros au 30 juin 2011 à 34,7 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette évolution est le résultat en premier lieu des effets périmètre et des nouvelles ouvertures d'établissements. A périmètre constant, l'effet indexation sur le semestre ressort à 1,7%.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 44,4 millions d'euros en hausse de 17,5% par rapport au 1^{er} semestre 2011.

2.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 33,5 millions d'euros dont principalement :

- Coût des immobilisations cédées (26,4 M€)
- Coût de restructuration (4,8 M€)

Les autres produits opérationnels s'élèvent à 38,7 millions d'euros dont principalement :

- Produits de cessions des immobilisations (35,9 M€)
- Effets regroupement d'entreprises (1,7 M€)

2.6. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier représente une charge de -9,5 millions d'euros au 30 Juin 2012 contre -10,6 millions d'euros au 30 Juin 2011, soit une amélioration de 1,1 million d'euros.

Cette amélioration provient principalement de la baisse du coût de l'endettement financier conjugué à une augmentation des produits financiers.

2.7. STRUCTURE FINANCIERE

Les fonds propres du groupe s'élevèrent à 648,9 millions d'euros au 30 Juin 2012, contre 640,6 millions d'euros au 31 Décembre 2011, alors que parallèlement l'endettement financier net passe de 433,4 millions d'euros au 31 Décembre 2011 à 465,0 millions d'euros au 30 Juin 2012. La dette financière nette a augmenté au cours du 1er semestre 2012 principalement sous l'effet de la politique de développement du groupe. En effet durant les 6 premiers mois de l'année, le flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement représente un montant de 33 millions d'euros. Les montants investis l'ont été principalement en investissement immobilier dans le cadre de créations d'établissements mais également dans le cadre d'opérations de croissance externe.

3. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1ER JUILLET 2012 ET PERSPECTIVES DU GROUPE

A la connaissance de la Société, aucun évènement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} juillet 2012 susceptible d'avoir une incidence sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du groupe MEDICA.

Ces premiers mois de l'exercice 2012 valide la pertinence de la stratégie du groupe MEDICA d'une croissance maîtrisée et rentable et renforce la confiance dans la capacité du groupe MEDICA à réaliser les prévisions annoncées pour l'exercice 2012.

Le groupe MEDICA confirme ainsi son objectif de progression de son chiffre d'affaires d'au moins 13% dont 8 % résultant de croissance organique.

4. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

Il n'est pas anticipé de risques autres que ceux ayant été identifiés dans le document de référence 2011, enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 24 avril 2012 et répertorié sous le numéro R.12-014 au paragraphe 5 « Facteurs de Risques ».

Ces facteurs de risques ne présentent pas d'évolution significative sur le premier semestre 2012.

5. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les informations sur les opérations entre les parties liées relatives au semestre clos le 30 juin 2012 figurent en note 4.19 de l'annexe aux états financiers semestriels résumés, en page 45 du présent Rapport Financier Semestriel.

Il n'existe pas de changement significatif par rapport aux informations communiquées dans le document de référence 2011 de la Société au Chapitre 24 « Opérations avec des Apparentés.

2

Etats financiers semestriels consolidés condensés au 30 Juin 2012

SOMMAIRE

1. COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES.....	17
2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL	18
3. ETAT DE SITUATION FINANCIERE	19
4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	21
5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23
6. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES	24

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	Période de 6 mois	
		30/06/2012	30/06/2011
Chiffre d'affaires		348 984	300 658
Achats consommés		(18 058)	(13 658)
Charges externes	4.12	(97 364)	(85 683)
Impôts et taxes		(16 991)	(15 535)
Charges de personnel	4.13	(160 195)	(136 901)
Autres charges d'exploitation		(835)	(513)
Autres produits d'exploitation		1 036	1 127
Excédent Brut d'Exploitation		56 578	49 495
Dotation aux amortissements		(13 422)	(11 953)
Dotation aux dépréciations et provisions		1 265	272
Résultat opérationnel courant		44 421	37 813
Résultat sur cession de participations consolidées		0	0
Autres charges opérationnelles	4.14	(33 504)	(41 166)
Autres produits opérationnels	4.14	38 652	44 665
Résultat opérationnel		49 569	41 312
Charges financières	4.15	(9 912)	(10 779)
Produits financiers	4.15	428	165
Résultat financier		(9 484)	(10 614)
Résultat avant impôt		40 085	30 698
Charge ou produit d'impôt	4.16	(16 023)	(9 629)
Résultat après impôt		24 062	21 069
Résultat des sociétés mises en équivalence		66	(200)
Résultat net total		24 128	20 869
Part du groupe	4.17	24 152	20 665
Part des minoritaires		(24)	204
Nombre d'actions moyen		47 750 600	47 796 180
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)		0,51	0,43
Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)		0,51	0,43

2. TABLEAU DE L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois
	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net total	24 128	20 869	42 007
Autres éléments du résultat global :			
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(3 152)	3 651	(7 280)
Impôts différés sur juste valeur des instruments financiers	1 085	(1 260)	2 383
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2 067)	2 391	(4 897)
Résultat global de l'exercice	22 061	23 260	37 110
Dont part groupe	22 085	23 056	36 603
Dont intérêts minoritaires	(24)	204	507

3. ETAT DE SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2012	31/12/2011
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	4.1	428 586	418 670
Immobilisations incorporelles	4.2	646 558	643 713
Immobilisations corporelles	4.3	395 358	367 944
Titres mis en équivalence		2 193	2 257
Autres actifs financiers	4.4	18 459	22 478
Actifs disponibles à la vente		343	1 100
Impôts différés	4.16	2 382	2 365
Autres actifs long terme		24	24
Instruments financiers dérivés	4.5	1	3
Total Actifs non courants		1 493 905	1 458 556
Stocks et en-cours		2 462	2 100
Créances clients	4.6	42 220	41 783
Créances d'impôt		0	2 685
Autres débiteurs	4.6	54 706	32 312
Autres actifs courants		10 841	15 334
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.7	132 915	163 794
Total Actifs courants		243 145	258 007
Total Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	4.8	15 699	24 898
Total Actif		1 752 749	1 741 460

En milliers d'euros	Notes	30/06/2012	31/12/2011
PASSIF			
Capital		18 653	18 653
Primes liées au capital		488 152	490 853
Actions propres		(2 150)	(1 928)
Autres réserves		0	0
Résultat groupe		24 152	41 501
Réserves de consolidation		117 013	87 290
Capitaux propres, part du groupe		645 820	636 370
Résultat hors groupe		(24)	507
Réserves minoritaires		3 147	3 762
Capitaux propres totaux		648 943	640 638
Passifs financiers	4.10	568 985	574 747
Engagements envers le personnel		7 305	6 924
Titres mis en équivalence		0	1 453
Autres provisions	4.9	12 823	13 045
Impôts différés	4.16	236 435	231 063
Instruments financiers dérivés		0	0
Autres passifs non courants		26 201	24 362
Passifs non courants		851 748	851 593
Passifs financiers	4.10	28 906	25 972
Engagements envers le personnel		1 068	1 068
Fournisseurs	4.11	66 730	71 482
Autres créditeurs	4.11	127 126	103 813
Autres provisions		406	442
Instruments financiers dérivés	4.5	10 638	7 486
Dettes d'impôt		1 485	14 068
Passifs courants		236 359	224 331
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	4.8	15 699	24 898
Total Passif		1 752 749	1 741 460

4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois
	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net total consolidé	24 128	20 869	42 007
Elim. du résultat des mises en équivalence	(66)	200	395
Elim. des amortissements et provisions	11 830	12 603	28 532
Elim. des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	(499)	1 109	2 051
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(11 027)	(9 764)	(19 353)
Elim. des produits de dividendes	(2)	(23)	(13)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	24 364	24 994	53 620
Elim. des frais acquisition de titres	358	1 654	2 625
Elim. de la charge (produit) d'impôt	16 023	9 643	22 586
Elim. du coût de l'endettement financier net	9 001	8 836	18 907
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	49 746	45 126	97 738
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	(7 166)	(4 953)	(7 748)
Impôts payés	(17 382)	(3 018)	(8 856)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	25 198	37 156	81 135
Incidence des variations de périmètre	(5 381)	(65 075)	(106 634)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(56 494)	(45 586)	(99 016)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3 963)	(1 682)	(3 423)
Acquisition d'actifs financiers	0	(0)	(91)
Variation des prêts et avances consentis	460	(245)	(379)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	30 994	44 386	80 671
Cession d'actifs financiers	785		
Dividendes reçus	133	23	13
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(33 466)	(68 179)	(128 860)
Augmentation de capital	0	0	0

Actions propres	(223)	(104)	(458)
Emission d'emprunts	0	95 551	95 785
Remboursement d'emprunts	(7 718)	(10 449)	(21 500)
Intérêts financiers nets versés	(8 608)	(8 807)	(19 289)
Remboursements instruments financiers dérivés	0	(4 735)	(4 735)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	0	(4 782)	(4 782)
Dividendes payés aux minoritaires	0	0	(485)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(16 549)	66 674	44 537
Variation de la trésorerie	(24 817)	35 651	(3 189)
Trésorerie d'ouverture	126 833	130 022	130 022
Trésorerie de clôture ²	102 016	165 674	126 833
Variation de la trésorerie	(24 817)	35 651	(3 189)

² Cf. note 4.7

5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Nbre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL	Part Groupe	Part Minoritaires
Capitaux propres 31/12/2010	47 904 187	18 653	500 719	67 020	23551	609 944	604 948	4 996
Affectation du résultat de la période précédente			(5 075)	28 626	(23 551)	0		
Variation de périmètre				(841)		(841)	58	(899)
Dividendes distribués			(4 782)	(335)		(5 117)	(4 782)	(335)
Actions propres				(458)		(458)	(458)	
Transactions avec les actionnaires		0	(4 782)	(793)	0	(5 575)	(5 240)	(335)
Résultat global de l'exercice				(4 897)	42 007	37 110	36 603	507
Capitaux propres 31/12/2011	47 904 187	18 653	490 862	89 115	42 007	640 638	636 369	4 269

En milliers d'euros	Nbre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL	Part Groupe	Part Minoritaires
Capitaux propres 31/12/2011	47 904 187	18 653	490 862	89 115	42 007	640 638	636 369	4 269
Affectation du résultat de la période précédente				42 007	(42 007)	0	0	0
Variation de périmètre				(1 122)		(1 122)	0	(1 122)
Dividendes distribués			(2 710)	(9 702)		(12 412)	(12 412)	
Actions propres				(222)		(222)	(222)	
Transactions avec les actionnaires			(2 710)	(9 924)		(12 634)	(12 634)	0
Résultat global de l'exercice				(2 067)	24 128	22 061	22 085	(24)
Capitaux propres 30/06/2012	47 904 187	18 653	488 152	118 009	24 128	648 943	645 820	3 123

Le montant distribué par la société Mère à ses actionnaires s'élève à 12,4M€, soit 0,26 € par action.

6. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES

1.	Faits marquants du semestre	26
2.	Bases de préparation des états financiers.....	26
2.1.	Principes généraux.....	26
2.2.	Normes et interprétations appliquées.....	26
2.3.	Recours à des estimations	29
3.	Secteurs opérationnels.....	30
4.	Notes sur les états financiers au 30 juin 2012.....	31
4.1.	Ecart d'acquisition	31
4.2.	Immobilisations incorporelles.....	31
4.3.	Immobilisations corporelles.....	32
4.4.	Autres actifs financiers.....	33
4.5.	Instruments financiers dérivés.....	33
4.6.	Clients et autres débiteurs.....	35
4.7.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	35
4.8.	Groupes d'actifs et de passifs non courants destinés à être cédés	36
4.9.	Autres provisions non courantes	36
4.10.	Passifs financiers	37
4.11.	Fournisseurs et autres créditeurs	39
4.12.	Charges externes.....	40
4.13.	Charges de personnel.....	40
4.14.	Autres produits et charges opérationnels	41
4.15.	Résultat financier	42
4.16.	Impôts sur le résultat	43
4.17.	Résultat net par action.....	44
4.18.	Engagements hors bilan.....	44
4.19.	Transactions avec les parties liées	45
4.20.	Principaux postes du tableau de flux de trésorerie	45
4.21.	Evènements postérieurs à la clôture	46
5.	Périmètre de consolidation	47
5.1.	Variation de périmètre de consolidation de la période.....	47
5.2.	Incidence des variations de périmètre de consolidation sur les données de la période.....	48
5.3.	Périmètre de consolidation au 30 juin 2012.....	50

MEDICA SA et ses filiales sont spécialisées dans les structures d'accueil et de soins médicalisés pour personnes dépendantes de tout âge.

Le groupe est présent en France et en Italie et intervient sur deux secteurs d'activité :

- Le **secteur EHPAD, France et Italie** : établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, établissements pour personnes âgées et Résidences Services, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ; et
- Le **secteur Sanitaire** : établissements médicalisés prenant en charge la dépendance temporaire par l'offre de soins de suite et de réadaptation (SSR), ce qui inclut les soins de suite et les soins de médecine physique et de réadaptation (MPR), et établissements spécialisés dans le domaine psychiatrique.

MEDICA SA est la holding du groupe MEDICA, société de droit français, dont le siège social est situé 39 rue du Gouverneur Félix Eboué à Issy les Moulineaux (92).

Ces états financiers semestriels consolidés condensés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 10 septembre 2012.

1. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

- **Développement de l'activité**

Le groupe MEDICA, acteur de référence de la prise en charge de la dépendance pérenne ou temporaire a enregistré dans les deux secteurs d'activité, une solide progression de son activité au 1er semestre 2012 avec un chiffre d'affaires en hausse de 16,1 % et une croissance organique soutenue à 9,8 %.

Au cours du 1er semestre 2012, sur le réservoir de croissance organique de 3 122 lits identifiés au 1er janvier 2012, 606 ont été intégrés et sont en phase de montée en charge et 249 lits restructurés ont été livrés.

Au 30 Juin 2012, MEDICA exploite un portefeuille de 16.215 lits répartis sur 213 établissements :

- EHPAD : 11.493 lits et 148 établissements
- Sanitaire – France : 2.617 lits et 38 établissements
- Italie : 2.105 lits et 27 établissements

2. BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

2.1. PRINCIPES GENERAUX

En application du règlement n°1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe MEDICA sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2012, sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information Financière Intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises par l'ensemble du référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les derniers comptes annuels consolidés établis au 31 décembre 2011.

2.2. NORMES ET INTERPRETATIONS APPLIQUEES

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe MEDICA dans les états financiers semestriels consolidés condensés sont identiques à ceux retenus dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2011, à l'exception de l'impôt sur le résultat qui fait l'objet d'une évaluation conformément à la norme IAS 34, étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1er janvier 2012 ont été appliquées par le Groupe et n'ont pas d'incidence sur les comptes au 30 juin 2012.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication au JOUE	Dates d'application : exercices ouverts à compter du :
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers »	23 novembre 2011	1er juillet 2011
Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »	6 juin 2012	1er janvier 2013
Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global (OCI)»	6 juin 2012	1er juillet 2012

Le Groupe MEDICA n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire au 1er janvier 2012. Cependant, des travaux d'analyse et d'adaptation de l'amendement IAS 19 aux comptes consolidés du Groupe MEDICA sont en cours de réalisation.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12 novembre 2009 et 28 octobre 2010 et 16 décembre 2011	1er janvier 2015
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	20 décembre 2010	1er janvier 2012
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12 mai 2011	1er janvier 2013
IFRS 11 « Accords conjoints »	12 mai 2011	1er janvier 2013
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12 mai 2011	1er janvier 2013
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	12 mai 2011	1er janvier 2013
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12 mai 2011	1er janvier 2013
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	12 mai 2011	1er janvier 2013
Amendements à IFRS 1 « Hyperinflation grave – Suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants »	20 décembre 2010	1 ^{er} juillet 2011
Amendements à IFRS 7 « Informations en annexe : compensation des actifs et passifs financiers »	16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers »	16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IFRS 1 « Subventions publiques »	13 mars 2012	1 ^{er} janvier 2013
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011	17 mai 2012	1 ^{er} janvier 2013
Guide d'application – Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12	28 juin 2012	1 ^{er} janvier 2013
Interprétation IFRIC 20 « Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert »	19 octobre 2011	1 ^{er} janvier 2013

Le Groupe MEDICA est en cours d'analyse de ces nouvelles normes. Il n'attend pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du fait de leur application.

2.3. RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la Direction fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de la clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation des actifs, notamment les autorisations administratives, et les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages au personnel.

3. SECTEURS OPERATIONNELS

Les informations présentées sont basées sur le reporting interne du Groupe, à savoir :

- Le secteur EHPAD regroupe les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes localisés en France, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ;
- Le secteur Sanitaire regroupe les établissements spécialisés dans les soins de suite et la réadaptation et dans le domaine psychiatrique, assurant la prise en charge de la dépendance temporaire ;
- Le secteur Italie regroupe les établissements assurant la prise en charge de la dépendance en Italie.

En milliers d'euros	Période de 6 mois		
	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2010
Chiffres d'Affaires			
Ehpad	221 080	182 809	160 815
Sanitaire	89 505	79 772	71 641
Italie	38 399	38 077	26 632
Total	348 984	300 658	259 088
Résultat Brut d'Exploitation (RBE) hors Immobilier			
Ehpad	56 811	46 971	41 891
Sanitaire	25 027	21 756	18 263
Italie	9 430	9 466	6 609
Total du RBE hors Immobilier	91 268	78 193	66 763
Locations immobilières	(34 690)	(28 698)	(23 440)
Excédent Brut d'exploitation (EBE)	56 578	49 495	43 323

Le RBE hors immobilier correspond à l'EBE hors locations immobilières.

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Actifs		
Ehpad	1 184 463	1 181 220
Sanitaire	430 834	425 566
Italie	137 452	134 675
Total	1 752 749	1 741 460

4. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2012

4.1. ECARTS D'ACQUISITION

Les principaux mouvements de la période s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Ehpad	Sanitaire	Italie	Total
Ecarts d'acquisition nets au 31 décembre 2011	272 696	109 340	36 633	418 670
Regroupement d'entreprises	6 952	0	0	6 952
Complément de prix	2 964		0	2 964
Ecarts d'acquisition nets au 30 juin 2012	282 611	109 340	36 634	428 586

Les écarts d'acquisition des sociétés acquises sur la période ont été déterminés provisoirement. Ils seront affectés définitivement dans le délai d'affectation de 12 mois. En l'absence d'indice de perte de valeur au niveau de chaque secteur d'activité, le Groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux ci-dessous détaillent l'évolution des immobilisations incorporelles au cours du 1er semestre 2012.

En milliers d'euros	Autorisations d'exploitation	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Valeur nette comptable au 31/12/2011	637 897	2 438	442	2 936	643 713
Entrées de périmètre	0	334	0	0	334
Acquisitions	254	562	49	1 943	2 808
Cessions	0	0	0	0	0
Transferts immobilisations en cours	0	1 350	0	(1 095)	255
Dotation aux amortissements	0	(540)	(13)	0	(553)
Reclassement	0	0	0	0	0
Valeur nette comptable au 30/06/2012	638 151	4 144	478	3 785	646 558
Coût d'acquisition	638 151	9 271	606	3 785	651 813
Amortissements cumulés		(5 127)	(128)		(5 255)
Valeur nette comptable au 30/06/2012	638 151	4 144	478	3 785	646 558

Au 30 juin 2012, le Groupe a procédé à des tests de dépréciation d'actifs. Des indices de pertes de valeurs ont été identifiés. Ils n'ont entraîné aucune dépréciation d'autorisations d'exploitation.

4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les principaux mouvements de la période s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Véhicules, matériels et outillages	Autres immobilisations	Avances et acomptes / immo.corp	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable au 31/12/2011	274 391	14 793	35 392	978	42 390	367 944
Entrées de périmètre	334	100	669	0	2	1 105
Acquisitions	8 644	3 186	6 349	0	32 840	51 019
Cessions	(4 759)	0	(16)	0	(16 696)	(21 471)
Reclassement	(2 529)	56	447	0	10 700	8 674
Dotation aux amortissements	(6 171)	(2 092)	(3 650)	0	0	(11 913)
Valeur nette comptable au 30/06/2012	269 910	16 043	39 191	978	69 236	395 358
Coût d'acquisition	381 934	45 665	97 134	978	69 236	594 947
Amortissements cumulés	(112 024)	(29 622)	(57 943)	0	0	(199 589)
Valeur nette comptable au 30/06/2012	269 910	16 043	39 191	978	69 236	395 358

Le reclassement de 9 M€ concerne principalement des actifs immobiliers destinés à être revendus dans les 12 mois, qui ont été reclassés sous la rubrique du bilan actif « total actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés » (cf note 4.7).

Les actifs comptabilisés au titre des biens pris par le Groupe dans le cadre de contrats de location-financement sont les suivants :

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Terrains et constructions		
Coût d'acquisition	218 778	218 778
Amortissements cumulés	(56 808)	(53 800)
Valeur nette comptable	161 970	164 978
Véhicules, matériel et outillage		
Coût d'acquisition	4 462	3 700
Amortissements cumulés	(1 495)	(1 190)
Valeur nette comptable	2 967	2 510

4.4. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	Période de 6 mois	Période de 12 mois
	30/06/2012	31/12/2011
Avances sur acquisitions de titres consolidés	39	39
Loyers d'avance	76	74
Dépôts de garantie	18 326	18 784
Avance de trésorerie	17	3 581
Autres actifs financiers non courants	18 459	22 478

4.5. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le groupe MEDICA a recours à des instruments financiers dérivés afin de se couvrir contre les variations de taux, les dettes financières étant majoritairement contractées à taux variable.

Le Groupe a mis en œuvre une comptabilité de couverture conforme à la norme IAS 39 pour certains de ces dérivés, qualifiant ces opérations de couverture de flux de trésorerie futurs.

La variation de juste valeur de la part efficace de ces dérivés est comptabilisée en capitaux propres à chaque arrêté. La juste valeur de ces instruments est calculée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés.

Le Groupe a ainsi documenté deux swaps contractés en juillet 2010 (départ différé janvier 2011) à taux fixe de 1.635 % et 1.75%, et un swap contracté en mai 2011 (départ différé août 2011) à taux fixe de 1.625 %, comme étant des instruments de couverture du risque de taux lié à la dette financière à taux variable. La comptabilité de couverture de flux de trésorerie leur est donc appliquée. Ces swaps sont à échéance 31 décembre 2013, 30 juin 2014 et 18 août 2014 pour respectivement 100 M€, 250 M€ et 130 M€ de nominal.

Par ailleurs, le Groupe dispose de trois caps permettant de plafonner Euribor 3 mois à un taux de 6% dont le notionnel global est de 500 millions d'euros avec une période d'exercice prévue entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2013. Ces caps ne sont pas documentés dans une relation de couverture. Les variations de juste valeur sont donc comptabilisées en résultat financier.

En milliers d'euros		Juste valeur au bilan				Impact des variations			
Type de contrat	Notionnel en millions d'euros		30/06/2012		31/12/2011		30/06/2012		
	30/06/2012	31/12/2011	Actif	Passif	Actif	Passif	En résultat	En capitaux propres	Trésorerie
SWAP	480	480	0	10 638	0	7 486	0	3 152	0
CAP	500	500	1		3	0	(2)	0	0
Instruments financiers dérivés			1	10 638	3	7 486	(2)	3 152	0

Il n'y a pas d'impact en trésorerie.

4.6. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Clients	42 220	41 783
Avances et acomptes versés	7 609	4 451
Comptes courants actifs	636	229
Créances fiscales hors IS	18 463	11 079
Créances sur personnels et organismes sociaux	2 918	2 081
Autres créances	26 032	15 422
Dépréciation sur autres créances et intérêts courus	(951)	(951)
Autres débiteurs	54 706	32 312

L'augmentation des « Autres créances » s'explique notamment par des créances sur cessions d'immobilisation, des produits formation ainsi que des dotations soins à recevoir.

4.7. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Compte à terme	73 000	20 000
OPCVM de trésorerie	3 598	67 185
Liquidités et comptes débiteurs fusionnés en cash-pooling	56 317	76 609
Trésorerie et équivalents de trésorerie	132 915	163 794
Concours bancaires courants ³	(30 899)	(36 961)
Trésorerie nette	102 016	126 833

Les OPCVM de trésorerie sont principalement constitués de SICAV monétaires ayant une sensibilité au risque de taux inférieure ou égale à 0,25 et une volatilité historique à 12 mois, proche de zéro.

³ dont 15,7 millions en 2012 reclassés en passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés

4.8. GROUPES D'ACTIFS ET DE PASSIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES

Conformément à la norme IFRS 5, les immobilisations faisant partie d'un plan de cession, répondant à un programme actif de recherche d'acquéreur, mis en vente à un prix raisonnable par rapport à leur juste valeur actuelle, dans un délai d'un an maximum et dont les actions nécessaires à la réalisation de la cession rendent improbables des changements significatifs du plan ou son abandon ont été reclassés en actifs destinés à être cédés dans le bilan pour un montant global de près de 16 M€ au 30 juin 2012. Les passifs liés à ces actifs sont reclassés en passifs destinés à être cédés.

Impact de l'application de la norme IFRS 5 Sur les états financiers (en milliers d'euros)	30/06/2012	Actifs en cours de cession
Actifs détenus en vue de leur cession	15 699	15 699
Passifs détenus en vue de leur cession	15 699	15 699

4.9. AUTRES PROVISIONS NON COURANTES

Les autres provisions non courantes sont les suivantes :

En milliers d'euros	Sociales	Restructurations	Autres	Total
Au 31 décembre 2011	2492	2123	8429	13 045
- Augmentation des provisions	542	400	33	975
- Reprise des montants durant l'exercice	(623)	(616)	(466)	(1 705)
- Variations de périmètre	26	0	482	508
Au 30 juin 2012	2 437	1 907	8 478	12 823

4.10. PASSIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Emprunts auprès des établissements de crédit	568 575	574 337
Autres emprunts et dettes assimilées	410	410
Total passifs financiers non courants	568 985	574 747
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit courants	13 697	13 876
Autres emprunts et dettes assimilées courants	0	0
Intérêts courus sur emprunts	9	32
Concours bancaires courants	15 200	12 064
Total passifs financiers courants	28 906	25 972
Total passifs financiers	597 891	600 719

Les locations financement se composent essentiellement en juin 2012 des contrats de crédit bail suite à l'opération de Sale and Lease Back effectuée en décembre 2010.

L'ensemble des emprunts fait l'objet de cautions ou de nantissements au profit des établissements de crédit.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une ligne de crédit non utilisée à hauteur de 150M€.

ANALYSE DES EMPRUNTS :

Les emprunts mentionnés précédemment s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Taux d'intérêt nominal (%)	30/06/2012	31/12/2011	Échéance
Emprunts syndiqués				
Emprunt de 450 millions d'euros	Euribor 1 M + 1,65%	442 704	441 699	2016
Intérêts courus sur emprunts		10	66	
Autres emprunts et dettes assimilées				
Locations financements	Tx fixes et variables	123 157	128 028	2022
Autres emprunts bancaires	Tx fixes et variables	16 820	18 861	
Concours bancaires courants		15 200	12 063	
Total emprunts bancaires et passifs financiers		597 891	600 719	

ENDETTEMENT FINANCIER NET :

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond au total des dettes financières et emprunts bancaires diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers comme les avances de trésorerie effectuées aux participations sur lesquelles le groupe n'exerce pas le contrôle.

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Total emprunts bancaires et dettes financières	597 891	600 719
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	(132 915)	(163 794)
- Actifs financiers	0	(3 563)
Endettement Net	464 976	433 362

RATIOS BANCAIRES :

Au titre de ses emprunts le groupe doit respecter un certain nombre d'obligations usuelles dans ce type de contrat. En cas de non respect de certaines d'entre elles, les banques pourraient obliger le groupe à rembourser totalement ou partiellement l'emprunt ou renégocier les conditions de financement.

Le groupe doit ainsi respecter les covenants financiers suivants au 30 juin 2012 :

Le Leverage Ratio retraité* est fixé à 4,5 jusqu'en juin 2013 puis dégressif ensuite.

* Leverage : (dette financière nette – dette immobilière) / (EBITDA – (6,5% x dette immobilière))

ECHÉANCES DES DETTES FINANCIÈRES :

Le détail et les échéances des dettes financières sont indiqués ci-après :

En milliers d'euros	Moins d'un an	Entre un et cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Emprunts bancaires syndiqués et autres passifs financiers	1 762	450 123	7 649	459 535
Location-financement	10 049	40 075	73 032	123 157
Concours bancaires courants	15 200			15 200
Total emprunts bancaires et passifs financiers	27 011	490 198	80 682	597 891

4.11. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Toutes les dettes fournisseurs et autres crédateurs sont exigibles à moins d'un an.

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Fournisseurs	66 730	71 482
Dettes sociales et fiscales	79 665	63 351
Avances et acomptes reçus	7 340	8 959
Dettes - Fournisseurs immobilisations	14 149	20 067
Dividendes à payer	12 412	0
Autres dettes	7 447	5 620
Produits constatés d'avance	6 114	5 816
Autres crédateurs	127 126	103 813

Les dettes sur fournisseurs d'immobilisations correspondent à des dettes relatives à des projets de constructions d'ensembles immobiliers et à des dettes sur acquisition de titres.

La distribution de dividendes décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2012 a été mise en paiement le 4 juillet 2012.

4.12. CHARGES EXTERNES

En milliers d'euros	Période de 6 mois	
	30/06/2012	30/06/2011
Personnel intérimaire	(1 087)	(949)
Honoraires	(7 081)	(6 417)
Locations immobilières	(34 690)	(28 698)
Locations mobilières	(3 859)	(3 255)
Entretien et maintenance	(4 218)	(3 281)
Sous-traitance	(31 751)	(30 363)
Achats non stockés	(7 724)	(6 817)
Autres	(6 953)	(5 903)
Charges externes	(97 364)	(85 683)

4.13. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	Période de 6 mois	
	30/06/2012	30/06/2011
Traitements, salaires et indemnités de fin de contrat de travail	(114 050)	(97 936)
Charges sociales	(45 921)	(38 738)
Charges de retraite- régimes à prestations définies & Médailles du travail	(224)	(228)
Charges de personnel	(160 195)	(136 902)
Effectifs fin d'année Equivalents Temps Plein		
France	8 966	7 900
Etranger	141	131
Total Effectifs	9 107	8 031

4.14. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	Période de 6 mois	
	30/06/2012	30/06/2011
VNC des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	(26 412)	(34 622)
Coûts de restructuration d'établissements	(4 806)	(4 657)
Autres Charges opérationnelles	(2 286)	(1 793)
Regroupements d'entreprises	0	(95)
Autres Charges opérationnelles	(33 504)	(41 166)
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	35 935	44 386
Mise en juste valeur de participations antérieurement détenues	1 728	
Autres Produits opérationnels	989	279
Autres Produits opérationnels	38 652	44 665

4.15. RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	Période de 6 mois			
	30/06/2012		30/06/2011	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Charges d'intérêts sur emprunts	(4 433)		(4 940)	
Intérêts sur contrats de location-financement	(1 678)	0	(2 140)	0
Charges et produits sur couverture de taux	(1 549)		(1 631)	
Effet du coût amorti sur les emprunts	(1 526)		(1 025)	
Coût de l'endettement financier brut	(9 186)	0	(9 736)	0
Prod. de cession équivalents de trésorerie		187		70
Coût de l'endettement financier net	(9 186)	187	(9 736)	70
Composante financière du coût des régimes d'avantages au personnel	(164)	8	(154)	
Commissions de non utilisation	(509)		(385)	
Effets d'actualisation	(21)		(30)	
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(2)		(280)	
Dépréciation des actifs financiers	0		0	
Autres charges financières	(30)		(194)	
Autres produits financiers		233		94
Autres produits et charges financiers	(726)	241	(1 043)	94
Résultat financier	(9 912)	428	(10 779)	165
Résultat financier net	(9 484)		(10 614)	

4.16. IMPOTS SUR LE RESULTAT

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt en période intermédiaire a été comptabilisée en appliquant au résultat comptable intermédiaire avant impôt, le taux effectif d'impôt (T.E.I) de l'année 2012.

- ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

En milliers d'euros	Période de 6 mois	
	30/06/2012	30/06/2011
Charge d'impôt courant	(7 912)	(2 127)
Charge ou produit d'impôts différés	(8 111)	(7 502)
Charge d'impôt sur le résultat	(16 023)	(9 629)

- L'IMPOT DIFFERE AU BILAN

La variation des impôts différés nets est exposée ci-après :

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
A l'ouverture	(228 697)	(189 478)
Variation de périmètre	1 631	(32 978)
Impôts imputés au compte de résultat	(8 111)	(3 065)
Impôts imputés directement en capitaux propres ou écart d'acquisition	1 124	(3 177)
A la clôture	(234 053)	(228 697)

Le taux effectif d'impôt, incluant la charge de CVAE, s'établit à 39,97% au 30 juin 2012 contre 34,75% au 31 décembre 2011.

4.17. RESULTAT NET PAR ACTION

Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	30/06/2012	30/06/2011
Résultat revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	24 152	20 665
Nombre moyen pondéré d'actions	47 750 600	47 796 180
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	0,51	0,43

Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	30/06/2012	30/06/2011
Résultat dilué revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	24 152	20 665
Nombre moyen pondéré d'actions	47 750 600	47 796 180
Effet des dilutions des obligations	0	0
Effet des dilutions des actions de préférence en circulation	0	0
Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	0,51	0,43

4.18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

- **ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS OPERATIONNELS :**

(Sans effet d'actualisation)

En milliers d'euros	30/06/2012
A moins d'un an	73 117
Entre un et cinq ans	259 501
A plus de cinq ans	220 253
Paiements minimums futurs au titre des locations simples	552 871

- **ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS EN COURS DE CREATION :**

(Sans effet d'actualisation)

En milliers d'euros	30/06/2012
A moins d'un an	3 219
Entre un et cinq ans	15 458
A plus de cinq ans	26 581
Paielements minimums futurs au titre des locations simples	45 258

Les autres engagements hors bilan n'ont pas évolué de façon significative depuis le 31 décembre 2011, notamment ceux liés :

- Aux garanties réelles et aux cautions suite à la restructuration de la dette
- Aux promesses d'investissements.

4.19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas d'évolution significative dans les modalités de rémunération des dirigeants.

4.20. PRINCIPAUX POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

DETAIL DE L'INCIDENCE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	30/06/2012	30/06/2011
Incidence de la var. des stocks et en cours	(79)	(30)
Incidence de la var. des clients	(42)	(3 618)
Incidence de la var. des fournisseurs	(6 351)	(3 104)
Incidence de la var. des débiteurs & autres créditeurs	(694)	1 799
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	(7 166)	(4 953)

DETAIL DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros	30/06/2012	30/06/2011
Acquisitions d'immobilisations corporelles (cf. note 4.3)	(51 019)	(43 171)
Immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat de crédit-bail	762	1 400
Levée d'option de CBI	0	0
Activation des coûts d'emprunt (IAS 23)	1 109	553
Reclassement incorp./corporelles	0	0
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	(7 346)	(4 368)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(56 494)	(45 586)

4.21. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le groupe a poursuivi sa stratégie de croissance après l'arrêté du 30/06/2012.

5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

5.1. VARIATION DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE LA PERIODE

Compte tenu de deux opérations de Transmission Universelle de Patrimoine réalisées au cours du premier semestre, le périmètre de consolidation comprend, au 30/06/2012, outre la société mère MEDICA SA, 143 sociétés consolidées par intégration globale (140 établissements au 31/12/2011) et 1 société consolidée par mise en équivalence (2 au 31/12/2011).

5.2. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNEES DE LA PERIODE

En milliers d'euros	Italie	France	Total
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	0	343	343
Immobilisations corporelles	0	1 105	1 105
Autres actifs financiers non courants	0	8	8
Actifs disponibles à la vente	0	0	0
Impôts différés actifs	0	1 769	1 769
Actifs non courants	0	3 225	3 225
Stocks	0	12	12
Clients	0	395	395
Créances d'impôt courant	0	0	0
Autres débiteurs	0	42	42
Autres actifs courants	0	40	40
Actifs courants	0	490	489
Résultat Groupe	0	-359	-359
Intérêts minoritaires	0		0
PASSIF	0		-359
Emprunts et dettes financières	0	36	36
Engagements de retraite et avantages assimilés	0	1	1
Impôts différés passifs	0	138	138
Autres passifs non courants	0	192	192
Passifs non courants	0	367	367
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	0	6	6
Autres provisions à court terme	0	501	501
Fournisseurs	0	1 674	1 674
Autres créditeurs	0	3 486	3 486
Dettes d'impôt courant	0	0	0
Autres passifs courants	0	0	0
Passifs courants	0	5 667	5 667
ACTIF NET	0	-1 960	-1 960

En milliers d'euros	Italie	France	Total
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis		275	275
Trésorerie décaissée pour les acquisitions réalisées		(4 623)	(4 623)
Prix de cession des titres consolidés		0	0
Décaissements nets pour les acquisitions réalisées	0	(4 347)	(4 347)
Autres décaissements sur entrées de périmètre		(1 034)	(1 034)
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	0	(5 382)	(5 382)
Immobilisations incorporelles			
Autorisations administratives	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0
Immobilisations incorporelles hors écarts d'acquisition	0	0	0
Ecarts d'acquisition	0	9 916	9 916
Badwill		0	0
Immobilisations incorporelles y compris écarts d'acquisition	0	9 916	9 916

5.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2012

Sociétés consolidées	Monnaie	30/06/2012		
		Méthode	% Contrôle	% d'intérêt
SA MEDICA	€	IG	mère	-
SA SFM (ex-MEDICA)	€	IG	100	100
AETAS S.P.A.	€	IG	100	100
II FAGGIO Srl	€	IG	100	100
RESIDENZA I PLATANI Srl	€	IG	100	100
I ROVERI Srl	€	IG	100	100
CROCE DI MALTA Srl	€	IG	100	100
II CASTAGNO Srl	€	IG	90	90
LE PALME Srl	€	IG	100	100
I GIRASOLI Srl	€	IG	95	95
VILLA ANTEA Srl	€	IG	95	95
GLI OLEANDRI Srl	€	IG	95	95
CARE SERVICE Srl	€	IG	100	100
LE ROSE Srl	€	IG	90	90
I RODODENDRI Srl	€	IG	90	90
IL CILIEGIO Srl	€	IG	70	70
IPPOCRATE SPA	€	IG	95,75	95,75
LAETITIA SPA	€	IG	100	100
EOS Srl	€	IG	100	100
MEC Srl	€	IG	100	100
RESIDENZA FORMIGINE Srl	€	IG	75	75
CERTOSA DI PAVIA Srl	€	IG	100	100
MAGNOLIE Srl	€	IG	100	100
SA MEDICA France	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DE SANTE MENTALE SOLISANA	€	IG	100	100

SAS CLINIQUE DU VAL DE SEINE	€	IG	99,85	99,85
SARL CLINIQUE LES ALPILLES	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE DU MONT VENTOUX	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LES LILAS	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE DE SANTE MENTALE DU GOLFE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE ALMA SANTE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DU CHATEAU DE MORNAY	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE SAINTE COLOMBE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE LA CONDAMINE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DE SANTE MENTALE DE MONTROND LES BAINS	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE DE SANTE MENTALE VILLA BLEUE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE MAISON BLANCHE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE MONTJOY	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DE SANTE MENTALE DE PIETAT	€	IG	100	100
SA CLINIQUE DE SANTE MENTALE SAINT MAURICE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LA PALOUMERE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LA VARENNE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DE MONTVERT	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LA ROSERAIE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE LE CLOS DE BEAUREGARD	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DU CHAMBON	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LES BRUYERES	€	IG	100	100
SAS LES JARDINS D'HESTIA	€	IG	99,92	99,92
SARL GMR	€	IG	100	100
SAS AUBERGERIE DE QUINCY	€	IG	91,78	91,78
SAS AUBERGERIE DU 3E AGE	€	IG	91,78	91,78
SARL RESIDENCE DES PINS	€	IG	100	100
SAS LES QUATRE TREFLES	€	IG	99,93	99,93
SAS GASTON DE FOIX	€	IG	100	100
SNC TOPAZE	€	IG	100	100

SARL RESIDENCE DE CHAINTREAUVILLE	€	IG	96	96
SAS DLS GESTION	€	IG	96.67	96.67
SARL LA FONTAINE BAZEILLE	€	IG	100	100
SAS RESIDENCE LES SANSONNETS	€	IG	100	100
SAS LES TERRASSES DU XXEME	€	IG	100	100
SAS RESIDENCE LES MATHURINS	€	IG	100	100
SAS LE VAL D'ESSONNE	€	IG	100	100
SARL MAISON DE RETRAITE LES GARDIOLES	€	IG	100	100
SARL LA PAQUERIE	€	IG	100	100
SARL LA COLOMBE	€	IG	100	100
SARL LES TAMARIS	€	IG	100	100
SARL RESID'GEST	€	IG	100	100
SARL RA DE LAXOU	€	IG	100	100
SARL RA DES SABLES	€	IG	100	100
SARL RA DE LYON GERLAND	€	IG	100	100
SARL RA DU MANS	€	IG	100	100
SAS LE MOLE D'ANGOULINS	€	IG	100	100
SAS RA DE NEUVILLE ST REMY	€	IG	100	100
SARL MAISON DE RETRAITE SOULAINES	€	IG	100	100
SAS DOMAINE DES TROIS CHEMINS	€	IG	100	100
SAS LE MONT SOLEIL	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE BELLEVUE	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE AGAPANTHE	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE LA GRANDE PRAIRIE	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE PIN BALMA	€	IG	100	100
SARL LE HAMEAU DE PRAYSSAS	€	IG	100	100
SAS LE HAMEAU DE LA SOURCE	€	IG	100	100
SAS RESIDENCE CLAUDE DEBUSSY	€	IG	100	100
SARL LES OLIVIERS	€	IG	100	100
SAS MAISON DE RETRAITE LE CHALET	€	IG	100	100

SARL LA CAMPAGNARDE	€	IG	100	100
SARL DU CHÂTEAU	€	IG	100	100
SAS SANTEL	€	IG	100	100
SARL BUEIL	€	IG	100	100
SAS RESIDENCE DE L'ABBAYE	€	IG	100	100
SAS LA VALLEE BLEUE	€	IG	100	100
SAS LES CIGALES	€	IG	100	100
SAS LES TOURELLES	€	IG	100	100
SAS LA DETENTE	€	IG	100	100
SAS LE FLORE	€	IG	100	100
SAS SAINT FRANCOIS DU LAS	€	IG	100	100
SARL MAISON DE RETRAITE LES ALYSSES	€	IG	100	100
SAS LA VILLA DU CHÊNE D'OR	€	IG	100	100
SAS LA VILLA DU PARC	€	IG	100	100
SAS LE CLOS VERMEIL	€	IG	100	100
SAS RELAIS TENDRESSE SAINTE MARGUERITE	€	IG	100	100
SARL LE DOMAINE DE COLLONGUES	€	IG	100	100
SARL MEDI-SAISONS	€	IG	100	100
DOYENNE DE LANGON	€	IG	100	0
SARL LUBERON SANTE	€	IG	100	100
SARL INVAMURS	€	IG	100	100
SARL INSTITUT DES BONNES PRATIQUES	€	IG	100	100
SAS SOCEFI	€	IG	100	100
SAS JPC CONSULTANT	€	IG	100	100
SAS FINANCIERE DE LETRETTE	€	IG	100	100
SAS GROUPE PASTHIER	€	IG	100	100
SARL PASTHIER PROMOTION	€	IG	100	100
SCI CHAMBERY JORCIN	€	IG	100	100
SCI BRUAY SUR ESCAUT	€	IG	100	100
SCI SAINT GEORGES DE DIDONNE	€	IG	100	100

SCI DE LAXOU MAXEVILLE	€	IG	51	51
SCI DES SABLES	€	IG	100	100
SCI DE LYON-GERLAND	€	IG	100	100
SCI SAINT-MALO	€	IG	100	100
SCI DU MANS	€	IG	100	100
SCI D'ARS EN RE	€	IG	100	100
SCI PIERRE DEBOURNOU	€	IG	99,8	99,8
SCI DE LA RUE BICHAT	€	IG	100	100
SCI CENTRE DE CONVALESCENCE DE NEUVILLE	€	IG	100	100
SCI CENTRE MEDICAL LES ALPILLES	€	IG	100	100
SCI DU BOIS HAUT	€	IG	100	100
SCI VALMAS	€	IG	100	100
SCI ALMA SANTE	€	IG	100	100
SCI SAINT MAURICE	€	IG	100	100
SCI LA PALOUMERE	€	IG	100	100
SCI LA VARENNE	€	IG	100	100
SCI LA ROSERAIE	€	IG	100	100
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE MONTVERT	€	IG	100	100
SCCV BAZEILLE DEVELOPPEMENT	€	IG	100	100
SCI SUO TEMPORE	€	IG	100	100
SCI LES TROIS CHEMINS	€	IG	100	100
SARL DU PRE DE LA GANNE	€	IG	100	100
SCI SYR IMMOBILIER	€	IG	100	100
SARL LE BOIS DU CHEVREUIL	€	IG	100	100
SAS ALEXMAR	€	IG	100	100
SNC IMMOBILIERE DE DINARD	€	IG	100	100
SAS MS FRANCE	€	IG	60	60
SAS HAD France	€	IG	52	52
SCI SSR MONTFAVET	€	MEE	32,7	32,7

3

Rapport des Commissaires aux Comptes

MEDICA

Siège Social : 39 rue du Gouverneur Général Félix Eboué
92130 Issy-les-Moulineaux
Société Anonyme au capital de 18 653 467 €
N° Siret : 421 896 408

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

CONSTANTIN ASSOCIES
MEMBER OF DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

MAZARS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société MEDICA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 10 septembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

Jean Paul Seguret

MAZARS

Denis Grison

4

Attestation des responsables

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation du groupe MEDICA au 30 juin 2012, ainsi que les principales transactions entre parties liées, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Issy-Les-Moulineaux, le 13 septembre 2012.

Le Président Directeur Général

Jacques Bailet



Siège Social

MEDICA

39, rue du Gouverneur Général Félix Eboué

92130 Issy-Les-Moulineaux

Tél : 04 41 09 95 20

Fax : 01 41 09 95 47